



Venezuela : L'ultimatum de la honte

Par [Alex Anfruns](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2019

[Le journal de notre Amérique](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Nations Unies](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

« Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde ». Adaptons au contexte du Venezuela cette phrase attribuée à Albert Camus. Cela donne quelque chose comme : « reconnaître un président parallèle pour servir les intérêts des autres puissances » . Il semblerait qu'il n'y ait pas eu assez de guerres et de réfugiés. En effet, qui a autorisé la France à désigner Guaidó comme président du Venezuela si ce n'est le président contesté des États-Unis, Donald Trump ?

En reconnaissant Guaidó comme le président du Venezuela par intérim, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, poursuit la même politique étrangère d'ingérence qui a déjà donné d'excellents résultats en Libye ou en Syrie, comme tout le monde peut le constater. N'y a-t-il pas déjà eu assez de guerres et de réfugiés ? Prenons l'exemple du Honduras. Edwin Espinal, cela vous dit quelque chose ? Ce jeune militant hondurien a passé un an en prison dans les conditions inhumaines du régime de Juan Orlando Hernández. Son crime est d'avoir dénoncé la [fraude électorale](#) fin 2018. Les États-Unis ont joué un rôle décisif lors du coup d'État contre Mel Zelaya il y a dix ans, et depuis ce temps-là, la situation dans ce pays n'a cessé d'empirer. Depuis des mois, des milliers de Honduriens fuient ce pays, mais comme il abrite une importante base militaire étasunienne, cela s'appelle une démocratie.

Des dirigeants comme Emmanuel Macron ou Pedro Sánchez se sont inclinés honteusement devant Trump et ont insulté la souveraineté nationale des peuples français et espagnol en annonçant qu'ils reconnaîtront Guaidó après la fin du délai de huit jours qu'ils avaient accordé au président Maduro. Comment en est-on arrivé là ? Les États-Unis ont subverti les principes des Nations Unies en introduisant la notion de [« droit de protéger »](#) , c'est-à-dire en légitimant l'ingérence sous prétexte qu'un gouvernement attaquerait son propre peuple. La formule n'est pas infaillible, mais elle a fonctionné plusieurs fois.

Lors de la manifestation du samedi 2 février, Guaidó a annoncé que « l'aide humanitaire » allait bientôt arriver par Cucuta, la ville colombienne à la frontière avec le Venezuela, connue pour être le lieu de passage de toutes sortes de trafic, avec la présence de paramilitaires. Le but des États-Unis est de se servir de la Colombie, voire du Brésil, pour reproduire le schéma de « couloirs humanitaires » déjà mis en place dans le conflit en Syrie. Et, au prétexte d'acheminer de l'aide, pour fournir clandestinement des armes et infiltrer des mercenaires. Peu après cette mobilisation, le conseiller de John Bolton appelait le haut commandement de l'armée vénézuélienne à procéder à un coup d'État. Les États-Unis voudraient intervenir sans que cela ne se voie trop, c'est là où des vassaux peuvent rendre service.

Pendant ce temps-là, sur l'avenue Bolivar, une [marche massive](#) du chavisme contre l'interventionnisme et en défense de l'héritage de 20 années de Révolution Bolivarienne

avec la Vème République au Venezuela. En même temps, comme vous avez pu le constater, le calme régnait dans les rues de France et les gilets jaunes s'ennuyaient déjà du froid hivernal et du traitement exquis de la police. Circulez, il n'y a rien à voir. La crise, elle, se trouve au Venezuela. Et si la réalité ne correspond pas avec les infos, alors il suffit d'attiser les braises depuis l'extérieur. Le vice-président étasunien, Mike Pence, s'y connaît. Il a répété que toutes les options étaient sur la table, à savoir bombarder et détruire tout un pays comme ils l'avaient fait en Irak, car « l'heure n'est pas au dialogue, mais à l'action »... Comment dites-vous ? Des dizaines de milliers de personnes en France manifestant dans la rue contre la répression, parce qu'elles ne supportent déjà plus Macron après un an et demi seulement au gouvernement ? Foutaises.

Pas besoin d'être un journaliste ou un intello pour comprendre que le Venezuela est maintenant le scénario dans lequel se joue l'avenir de l'humanité. Soit un monde dans lequel règne le chaos impérial, soit un monde avec un équilibre multipolaire respectant l'ordre des Nations Unies.

Alex Anfruns

La source originale de cet article est [Le journal de notre Amérique](#)
Copyright © [Alex Anfruns, Le journal de notre Amérique](#), 2019

Articles Par : [Alex Anfruns](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca